

leSoleil samedi 21 juillet 2012

témoinage | Maryse Belley, Peter Forst et Stéphan Pouleur*

Immigration : où allons-nous?

Le dernier, le Québec a accueilli près de 54 000 immigrants. C'est un record. Le dernier pic de cette ampleur remonte à l'arrivée des réfugiés hongrois en 1956. Mais cette hausse-là n'a duré qu'une seule année. La montée actuelle s'inscrit dans une tendance qui dure déjà depuis une décennie.

Avant l'an 2000, nous recevions généralement entre 20 000 et 30 000 immigrants par année; c'était moins dans les faits, car beaucoup d'entre eux partaient ensuite pour une autre province. Or, depuis le tournant du siècle et surtout depuis l'élection de Jean Charest, le chiffre monte progressivement et dépassera bientôt les 60 000. En même temps, les immigrants tendent de plus en plus à rester ici.

C'est un record aussi dans un autre sens. Par rapport à sa population totale, le Québec accueille chaque année plus d'immigrants que tout autre pays du monde, y compris les États-Unis. Oui, nous sommes distincts à ce point-là.

Pourquoi cette hausse? On invoque d'abord le vieillissement de la population et, plus particulièrement, la détérioration du rapport de dépendance. Il s'agit là de l'équilibre entre donneurs et receveurs : d'une part, ceux donnant plus à l'État en taxes qu'ils en reçoivent en services ou en prestations et, d'autre part, ceux recevant plus de l'État qu'ils y donnent. Puisque les personnes âgées se retrouvent parmi les receveurs, et qu'elles deviennent de plus en plus nombreuses, il y a lieu de s'inquiéter.

Mais l'immigration rajeunit très peu la population. Supposons que le Québec n'ait pas accueilli de 1971 à 2006 un seul immigrant. Le Québécois moyen aurait eu, donc, 41 ans en 2006. En réalité, il a eu 40 ans.

Même ce rajeunissement, si petit soit-il, n'améliore pas le rapport de dépendance. Rappelons que les immigrants, tout comme les personnes âgées, ont recours à l'aide de l'État. Si on considère ceux qui sont arrivés entre 2001 et 2006, on constate un taux de chômage près de quatre fois supérieur à celui des autres Québécois. Ce taux demeure presque deux fois supérieur même chez les immigrants établis depuis 1991-1995.

Là-dessus, les Québécois se culpabilisent. Pourtant, le Québec fait bonne figure

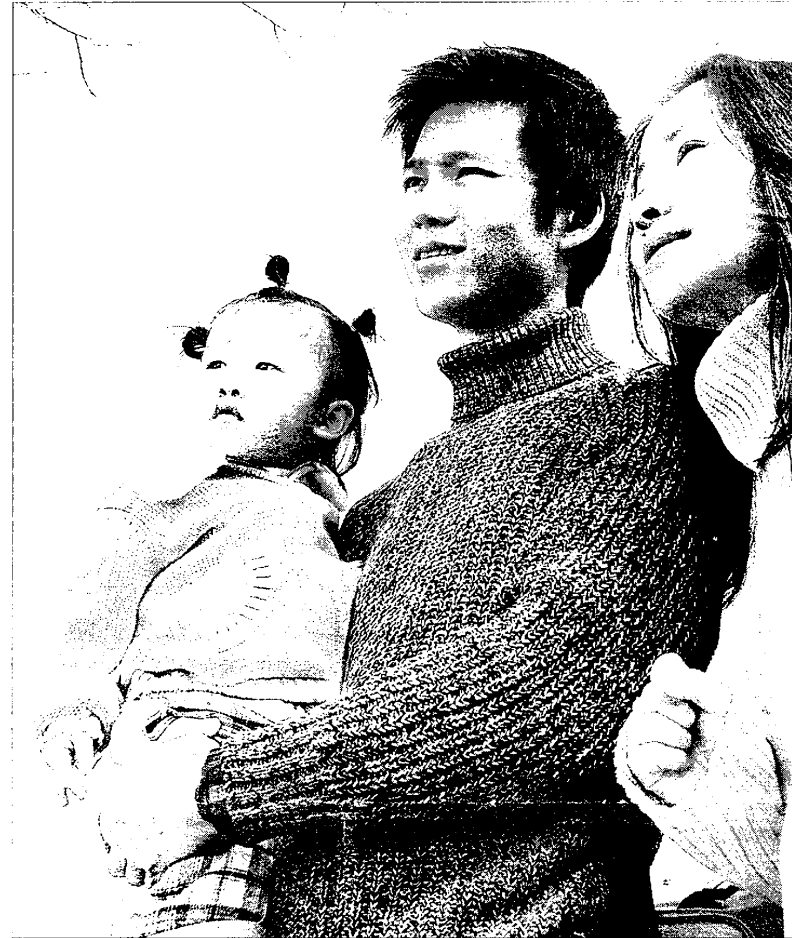
relativement à d'autres pays d'accueil. Les immigrants connaissent des taux de chômage beaucoup plus élevés en Europe de l'Ouest qu'ici. Chez notre voisin du sud, leur taux de chômage est plus bas, mais leurs salaires le sont aussi, avec pour conséquence qu'ils donnent toujours moins à l'État qu'ils en reçoivent (dans ce cas, par le crédit d'impôt pour les faibles revenus).

Pour cela, il n'existe pas de solution miracle. Le problème n'est pas qu'une méconnaissance de la langue. La méconnaissance est souvent plus large. En bref, tout immigrant doit passer par un apprentissage pendant lequel il est moins productif que les autres. C'est le cas des réfugiés qui avaient travaillé en famille selon un horaire très variable. Rendus ici, ils doivent s'habituer à travailler 50 semaines par année, selon un horaire fixe et dans une grande organisation aux rapports sociaux plutôt froids. C'est toute une transition à faire.

Si l'immigration fait peu pour rajeunir la population et encore moins pour améliorer le rapport de dépendance, il reste une autre raison souvent évoquée : le besoin de combler des pénuries de main-d'œuvre.

Cette raison est-elle valable? D'abord, si une pénurie se produit dans un domaine d'emploi, il y aura également une hausse du salaire moyen par rapport aux autres domaines. Ce signe avant-coureur est pourtant largement absent là où on crie à la pénurie. L'un de ces crieurs est le Conseil québécois du commerce de détail; cependant, les salaires augmentent un peu moins vite dans ce domaine que dans les autres pris ensemble. C'est le même constat chez les aides familiaux et les travailleurs de la restauration, alors que leurs employeurs réclament un plus grand volume d'immigration.

Il existe effectivement certains domaines, l'industrie minière par exemple, où les salaires grimpent devant le manque de travailleurs, mais ce sont des cas spéciaux. De plus, une pénurie de main-d'œuvre n'est pas la fin du monde. Il y a même à long terme des effets bénéfiques : amélioration des salaires et des conditions de travail; hausse de la productivité par l'automatisation, par l'élimination des emplois peu payants et par la rationalisation des méthodes de travail. Gardons nos



Les auteurs de cette lettre se questionnent sur l'importante hausse de personnes immigrantes accueillies chaque année au Québec depuis l'élection de Jean Charest.

craintes plutôt pour le contraire, soit un surplus de main-d'œuvre.

Donc, pourquoi hausser le niveau d'immigration? Passons d'abord à une autre question. Qui en profite? À celle-ci, on peut répondre sans difficulté, car plusieurs groupes d'intérêt y trouvent leur compte. Tout employeur aime voir les CV s'empiler sur son bureau. Tout vendeur désire faire agrandir son marché sans aucun effort de

sa part. Tout agent immobilier veut plus d'acheteurs, ainsi que tout promoteur immobilier. Ce sont surtout eux qui font pression pour augmenter la population à n'importe quel prix. Et ce prix tombe sur nous, l'ensemble de la société.

**Maryse Belley, Sainte-Brigitte-de-Laval
Peter Frost, Québec
Stéphan Pouleur, membre de l'Équipe autonomiste, Québec*